

COMMUNE DE

GOUVY



CONVOCAATION

DU

CONSEIL

COMMUNAL

Conformément aux articles L1122-13, -15 et -17 du CDLD, nous avons l'honneur de  
convoquer .....

pour la **première fois**, à la SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL, qui aura lieu le  
**JEUDI 21 AOUT 2014, à 20h00**, à la maison communale.

## ORDRE DU JOUR

### SÉANCE PUBLIQUE

**Arrêté du G.W. du 22/04/2004, confirmé par le décret du 27/05/2004, portant codification de la législation relative aux pouvoirs locaux sous l'intitulé "Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation" (CDLD)**

**art. L1122-13 § 1** - Sauf les cas d'urgence, la convocation se fait par écrit et à domicile, au moins sept jours francs avant celui de la réunion; elle contient l'ordre du jour. Ce délai est toutefois ramené à deux jours francs pour l'application de l'article L1122-17, alinéa 3.

**art. L1122-15** - Le bourgmestre ou celui qui le remplace préside le conseil. La séance est ouverte et close par le président.

**art. L1122-17** - Le conseil ne peut prendre de résolution si la majorité de ses membres en fonction n'est présente. Cependant si l'assemblée a été convoquée deux fois sans s'être trouvée en nombre compétent, elle pourra, après une nouvelle et dernière convocation, délibérer, quel que soit le nombre des membres présents, sur les objets mis pour la troisième fois à l'ordre du jour. Les deuxième et troisième convocations se feront conformément aux règles prescrites par l'article L1122-13, et il sera fait mention si c'est pour la deuxième fois ou pour la troisième que la convocation a lieu; en outre, la troisième convocation rappellera textuellement les deux premières dispositions du présent article.

**art. L1122-19** - Il est interdit à tout membre du conseil et du collège :

1° d'être présent à la délibération sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires, avant ou après son élection, ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel ou direct.

Cette prohibition ne s'étend pas au-delà des parents ou alliés jusqu'au deuxième degré, lorsqu'il s'agit de la présentation de candidats, de nomination aux emplois, et de poursuites disciplinaires.

2° d'assister à l'examen des comptes des administrations publiques subordonnées à la commune et dont il serait membre.

**art. L1122-26 § 1** - Les résolutions sont prises à la majorité absolue des suffrages; en cas de partage, la proposition est rejetée.

**art. L1122-27** - Les membres du conseil votent à haute voix. Seules les présentations de candidats, les nominations aux emplois, les mises en disponibilité, les suspensions préventives dans l'intérêt du service et les sanctions disciplinaires, font l'objet d'un scrutin secret, à la majorité absolue des suffrages. Lorsqu'il est membre du conseil, le président vote en dernier lieu.

**art. L1122-28** - En cas de nomination ou de présentation de candidats. Si la majorité requise n'est pas obtenue au premier tour de scrutin, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix. A cet effet, le président dresse une liste contenant deux fois autant de noms qu'il y a de nominations ou de présentations à faire. Les suffrages ne peuvent être donnés qu'aux candidats portés sur cette liste. La nomination ou la présentation a lieu à la pluralité des voix. En cas de parité des voix, le plus âgé des candidats est préféré.

- 1 Aménagement du territoire.  
Projet de plan communal d'aménagement (P.C.A.), du plan d'expropriation, du rapport sur les incidences environnementales (R.I.E.) et de la déclaration environnementale du P.C.A. dit "Bastin" à Gouvy.  
ADOPTION DEFINITIVE.
- 2 Centre Médical Hélicopté asbl.  
PRESENTATION du rapport d'activités 2013.
- 3 Compte 2013 de la F.E. de BEHO.  
AVIS.
- 4 Budgets 2015 de la F.E. de :  
- CHERAIN,  
- RETTIGNY,  
- STERPIGNY.  
AVIS.
- 5 'Parc naturel des deux Ourthes' asbl.  
Prorogation de 15 ans de l'intercommunale, du 6 juin 2015 au 6 juin 2030.  
DECISION.
- 6 Personnel communal.  
Recrutement d'un(e) assistant(e) administratif(ve) pour l'école communale fondamentale et constitution d'une réserve de recrutement.  
APPROBATION
- 7 Personnel communal.  
Recrutement d'un ouvrier et constitution d'une réserve de recrutement.  
APPROBATION
- 8 Personnel communal.  
Recrutement d'une accueillante (M/F) pour l'accueil extra-scolaire et constitution d'une réserve de recrutement.  
APPROBATION.
- 9 Ecole d'Ourthe: extension - Désignation d'un coordinateur sécurité-santé.  
Conditions et mode de passation.  
APPROBATION.

- 10 Ecole d'Ourthe: réalisation des travaux d'extension.  
APPROBATION.
- 11 Travaux de rénovation de l'église de OURTHE - Triennal transitoire 2013.  
Avenant n° 3 au montant de 29.553,34 € hors TVA ou 35.759,54 € TVAC.  
APPROBATION.
- 12 Patrimoine communal.  
Acquisition, de gré à gré, d'un bâtiment cadastré 1ère Division, Section A, n° 805X3 d'une contenance de 65 ares 44 ca, n° 805W3 d'une contenance de 3 ares 81 ca, n° 805Y3 d'une contenance de 14 ares 26 ca, et n° 805S3 d'une contenance de 35 ares 47 ca.  
Acquisition de biens meubles divers.  
APPROBATION.
- 13 Patrimoine communal.  
Aliénation du bien "Maison Robert", parcelle cadastrée 1ère Division, Section A, n° 955H3, d'une contenance de 12 ares 59 ca en vue de la réalisation du programme d'ancrage 2014-2016.  
DECISION.
- 14 Patrimoine communal.  
Travaux de boisement dans les propriétés communales - Devis SN/933/3/2014.  
Conditions et mode de passation de marché.  
APPROBATION.
- 15 Désignation d'un coordinateur de sécurité-santé pour les droits de tirage 2013-2016.  
Conditions et mode de passation.  
APPROBATION.
- 16 Acquisition d'un véhicule tout terrain type "pick-up" double cabine - TT4.  
APPROBATION.
- 17 Réalisation d'une étude sur la pollution du sol ("PCA Bastin").  
Conditions et mode de passation.  
APPROBATION.
- 18 Réalisation d'un escalier caillebotis pour la salle de Wathermal.  
Conditions et mode de passation.  
APPROBATION.
- 19 Gouvernement provincial du Luxembourg.  
Répartition des frais liés aux services d'incendie - régularisation 2011 et 2012.  
AVIS.
- 20 Mandats n° 1303/2013, 957/2014 et 919/2014.  
Exécution des dépenses sous la responsabilité du Collège communal.  
INFORMATION.
- 21 Décisions de Tutelle.  
INFORMATION.
- 22 Procès-verbal de la séance du 25 juin 2014 et du 08 juillet 2014.  
APPROBATION.
- 23 Questions d'actualités.

Ainsi décidé par le Collège Communal en séance du 12/08/2014

Par ordonnance,

La Directrice générale,

Le Bourgmestre,

Delphine NEVE

Claudy LERUSE